

«Le plus difficile au monde est de dire en y pensant ce que tout le monde dit sans y penser»

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 482 DU JEUDI 21 SEPTEMBRE 2017 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Crise financière et sociopolitique au Niger

La situation s'aggrave



Depuis 2013, le Niger est plongé dans une crise politique qui s'est considérablement aggravée avec les élections générales et municipales de fin de mandat en 2016. Pour gagner l'élection présidentielle, Mahamadou Issoufou n'a dû recourir qu'à un hold-up électoral inédit dans l'histoire politique du monde. Il envoie son adversaire le plus redouté en prison, à près de 200 kilomètres de

Niamey. Mal lui en a pris car maintenu en prison en dépit de toutes les critiques et dénonciations, manœuvres et fraudes électorales, y compris la falsification de procès-verbaux, Hama Amadou se classe malgré tout deuxième sur une liste de 14 candidats. Mahamadou Issoufou est littéralement malade. Son rêve de passer dès le premier tour ne se réalise pas, malgré le bourrage des urnes et la falsification des procès-verbaux.

Crise politique au Niger

Réponse du berger à la bergère

Crise politique au Niger

Les faux-fuyants du camp présidentiel



Ecole nigérienne

Entre tâtonnements et pilotage à vue

L'école nigérienne est plongée dans une situation des plus incertaines pour cause de tâtonnements et de pilotage à vue. Ayant conduit le pays à une banqueroute financière essentiellement due à des détournements massifs de fonds et biens publics évalués, selon des sources dignes de foi, à plusieurs centaines de milliards de francs CFA, les autorités nigériennes, assurément mal inspirées, ont décidé de compresser les effectifs des enseignants contractuels. L'alibi recherché est tout trouvé : il y aurait beaucoup d'enseignants non outillés pour tenir une classe. Soit académiquement, soit pédagogiquement, sinon les deux. L'évaluation des enseignants contractuels hors-classe, bien que décriée car injuste, est maintenue. Le résultat est évidemment catastrophique. Tant mieux pour Mahamadou Issoufou. Plus de 6000 enseignants contractuels vont être remerciés, hypothéquant ainsi le fonctionnement de plus de 700 écoles à six niveaux. Or, de notoriété publique, on recense peu d'écoles à six niveaux en milieu rural. Ce qui fait que le nombre d'écoles concernées par une éventuelle fermeture pourrait atteindre les 1000. C'est déjà trop ! Pourtant, les prévisions risquent de s'alourdir avec la trouvaille du gouvernement qui consisterait à ne pas confier de classes aux enseignants dits de la troisième catégorie, c'est-à-dire ceux qui auraient obtenu une note strictement supé-

rieure à 3/20 et inférieure ou égale à 5/20. Leur nombre serait un peu moins de 20 000. Si l'on se fonde sur les résultats rendus publics. Ces enseignants contractuels vont suivre une formation, à partir du 21 septembre, pour une durée d'un mois. Durant tout le mois d'octobre, ces enseignants seront absents des écoles et ne pourraient y être affectés, dans le meilleur des cas possibles, qu'en novembre. Qui va d'ailleurs as-

surer la formation de ces enseignants programmés pour ce recyclage qui ne sied d'ailleurs pas au problème diagnostiqué ? Les inspecteurs et conseillers pédagogiques en pleine année scolaire ? Si l'impact véritable de cette formation reste problématique sur les performances à venir des intéressés, il n'y a pas de doute non plus que l'année scolaire 2017-2018 sera plus perturbée que l'année scolaire précédente. Car,

il n'y a pas que cette incertitude qui plane sur les activités scolaires. Les impayés de péculs continuent à s'accumuler, hypothéquant dangereusement la rentrée scolaire et les scolaires attendent, de pied ferme, que soient apportées des réponses satisfaisantes à leurs revendications, sans cesse rangées dans les casiers d'hypothétiques engagements jamais tenus.

Alpha

DEUX SEMAINES, DEUX FOIS PLUS DE SPORT

LE LIGUE CHAMPIONS LEAGUE SUR CANAL+ SPORT 1 ET CANAL+ SPORT 2

NBA SUR CANAL+ SPORT 2

ROLAND GARROS SUR CANAL+ SPORT 4

DU 19 MAI AU 30 JUIN

15 JOURS DE CHAINES OFFERTES*

POUR TOUT REABONNEMENT

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

36 555

(COUT D'UNE COMMUNICATION DOMESTIQUE SELON VOTRE OPERATEUR (TARIF CU M031E))

LES BOUQUETS CANAL+

Crise politique au Niger

Réponse du berger à la bergère

Dans une lettre adressée au Premier ministre et président du CNDP, BrigiRafini, le collectif des partis politiques regroupés au sein du FP-NAD [ndlr : Front des partis politiques non affiliés pour l'alternance démocratique au Niger] a dénoncé la situation au Niger née des élections controversées de mars 2016, relevant que les événements sont en train de prendre " une tournure dangereuse, complexe et inattendue par le peuple nigérien ". Le FP-NAD dit dénoncer notamment sur la violation des droits humains à travers des arrestations ou menaces à l'encontre des acteurs socio-

politiques pour leurs opinions par rapport à la vie de la nation, l'interdiction des manifestations publiques aux organisations non favorables au régime, en violation des dispositions de la constitution du Niger, le refus d'organiser les élections locales dans les délais requis, etc. Chargeant BrigiRafini comme ils ne l'ont jamais fait auparavant, les partis politiques non affiliés soulignent que ce sont " les intentions malveillantes visant à saper et bâillonner les dispositions légales qui régissent la vie publique au Niger qui ont plongé le CNDP dans un dysfonctionnement sans lendemain ". Et que, no-

obstant toutes leurs tentatives de préserver cet important cadre institutionnel, ils sont obligés, hélas, de constater le lamentable résultat. " Nous ne comprenons pas votre allergie à doter le CNDP d'un règlement intérieur propre, à tenir compte des aspirations des autres composantes et sociales du Niger ". Une situation et une conduite inacceptables pour les partis non affiliés qui disent " rejeter systématiquement toutes formes de modifications des lois électorales au Niger sans la participation des autres couches sociopolitiques (non affiliés, opposition, société civile) ". Le FP-

NAD ne se contente pas de ce rejet, ils disent solliciter " la médiation de la communauté internationale afin de créer la base d'un dialogue transparent, libre et inclusif ". Ils embouchent ainsi la même trompette que l'opposition politique. Et comme une réponse du berger à la bergère, le FP-NAD dit constater " l'incapacité de BrigiRafini à réunir tous les trois groupes politiques au sein du CNDP et son mépris vis-à-vis des solutions consensuelles ". une raison suffisamment grave pour laquelle les partis politiques non affiliés demandent le départ de BrigiRafini en qualité de président du CNDP. Une exigence qui équivaut à une demande de limogeage de l'intéressé au poste de Premier ministre.

Bouba Alhari

Vie politique française

Frappé par la misère, le parti socialiste français vend son siège

Le bureau national du Parti socialiste a décidé, mardi soir, la vente de son siège situé rue de Solférino, a fait savoir le trésorier du parti, Jean-François Debat. Le parti se trouve en très grande difficulté financière depuis sa déroute à l'élection présidentielle dont le remboursement des frais de campagne

n'interviendra qu'à l'été 2018. De plus, l'humiliation subie aux législatives l'a privé de 100 millions d'euros car, entre 2012 et 2017, le parti, alors majoritaire au parlement, recevait de l'Etat 25 millions d'euros par an, soit 40% de ses ressources. Du coup, le PS vend son siège, devenu pour lui un luxe, pour financer son

action politique, explique Jean-François Debat. Il ajoute : "C'est la fin d'une époque (...) Notre refondation peut se faire ailleurs qu'ici". Le siège du parti, acheté en 1980, est bâti sur 3 000 m2 dans le 7ème arrondissement de Paris, non loin de l'Assemblée nationale. Il sera vendu aux enchères.

Source: L'Express

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09
96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus
E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur
Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Crise financière et sociopolitique au Niger

La situation s'aggrave



Depuis 2013, le Niger est plongé dans une crise politique qui s'est considérablement aggravée avec les élections générales et municipales de fin de mandat en 2016. Pour gagner l'élection présidentielle, Mahamadou Issoufou n'a dû recourir qu'à un hold-up électoral inédit dans l'histoire politique du monde. Il envoie son adversaire le plus redouté en prison, à près de 200 kilomètres de Niamey. Mal lui en a pris car maintenu en prison en dépit de toutes les critiques et dénonciations, manœuvres et fraudes électorales, y compris la falsification de procès-verbaux, Hama Amadou se classe malgré tout deuxième sur une liste de 14 candidats. Mahamadou Issoufou est littéralement malade. Son rêve de passer dès le premier tour ne se réalise pas, malgré le bourrage des urnes et la falsification des procès-verbaux. Il devra passer un second tour avec celui qu'il a maintenu en prison. Pour gagner face à un prisonnier, il lui a fallu encore passer par les mêmes procé-

dés et pratiques. La Ceni le déclare gagnant avec un score soviétique de 92,49% que la Cour constitutionnelle de Kadidaitou Ly bonifiera à 92,51% tandis que les réclamations et recours de l'opposition sont jetés à la poubelle. Les élections législatives, couplées au premier tour de la présidentielle, ont été une copie conforme de ce qui s'est passé lors des premier et second tours de la présidentielle. Le PndS Tarayya rafle pratiquement tout dans un contexte sociopolitique où les Nigériens sont carrément outrés par la gouvernance "issoufienne" et étalent publiquement leur volonté de mettre un terme à ce qu'ils considèrent comme une haute trahison. Y mettre un terme, à la régulière, dans les urnes. Mais Mhamadou Issoufou et ses camarades ne l'entendent pas de cette oreille. Les taux de participation, dans des zones désertiques, attestent de la nature des scrutins : 99,65% à Aderbissinaat ; 104,25% à Danet et 131,34% à Gougaram, en-

tre autres. Ces taux de participation ne sont pas, loin s'en faut, des exceptions, mais la règle dans plusieurs dizaines de localités, notamment à Tahoua et à Agadez.

Le péché originel : le hold-up électoral de février-mars 2016

Malgré les scores à la soviétique qu'il s'est octroyés, le pouvoir de Mahamadou Issoufou va entamer, au-delà de mars 2016, une descente aux enfers qui semble inéluctable. Il contrôle la totalité des institutions de la République, les centrales syndicales sont muettes face à ses dérives et une bonne partie de la société civile est dirigée par des gens qui sont totalement assujettis à son régime. Mais il peine à donner une âme à son affaire. Encouragé par le hold-up électoral, le PndS Tarayya, le parti qui l'a fait "roi" est de plus en plus glouton et s'attaque à ses alliés qu'il veut manifestement réduire à moins que rien afin de les asservir définitivement. Sur

la base de dossiers concoctés sur les cadres des partis politiques alliés ayant une parcelle de responsabilité dans la gestion des affaires publiques, le PndS Tarayya a réussi et continue de saigner à blanc ses partenaires au pouvoir. Il ne fait pas pour faire rendre gorge à d'indélicats fonctionnaires ayant abusé des biens et fonds publics, mais plutôt pour trouver les moyens, frauduleux, de pérenniser leur pouvoir. Contre vents et marées ! La procédure est condamnable, mais elle a porté ses fruits face à des alliés dont les leaders politiques n'ont aucune ambition pour le Niger et son peuple. Moussa Moumouni Djermakoye, Hamid Algabit et d'autres petits poucets venus dans l'arène politique pour chercher leur pain quotidien ont dû même s'effacer devant la volonté de Mahamadou Issoufou en décidant de ne pas être candidats à la présidentielle de mars 2016. Un boulevard qui n'a pas permis à Mahamadou Issoufou de se faire élire autrement que par un hold-

Crise financière et sociopolitique au Niger

La situation s'aggrave

up électoral, enlevant ainsi tout crédit véritable à ceux qui l'ont soutenu. Les affaires du régime périssent à une vitesse extraordinaire. Les libertés publiques sont plus que jamais confisquées, les journalistes, adversaires politiques et acteurs de la société civile sont interpellés et jetés en prison pour un OUI ou pour un NON tandis que de gros délinquants soupçonnés d'avoir fait main basse sur des fonds et biens publics estimés à plusieurs milliards, sont carrément ignorés de la justice et promus à des postes de responsabilité plus élevés. Une prime au détournement des deniers et biens publics !

Seïni Oumarou et ses alibis à nu

S'il qualifie publiquement de satanique cette gouvernance de Mahamadou Issoufou, Seïni Oumarou, président du MnsdNassara, ne s'est pas toutefois gêné, pour le moins du monde, de prendre armes et bagages pour en devenir un acteur privilégié. Il manœuvre et réussit à faire de son parti un de ses alliés sans âme qui squattent les cercles du pouvoir sans en détenir réellement les leviers. Car, s'il a obtenu quelques subsides et logé quelques grandes gueules dans un gouvernement sans âme et sans argent, Seïni Oumarou est paradoxalement de plus en plus "inexistant" sur la scène politique. "Cantonné" dans une mission sans gloire, ni pour lui ni pour le Niger, le président du MnsdNassara a condamné son parti à devenir une sorte de parti satellite du PndsTarayya, au service exclusif

de Mahamadou Issoufou dont il est le "haut représentant". Malgré ce ralliement spectaculaire du MnsdNassara à un pouvoir qu'il prétendait être la négation des intérêts vitaux du Niger, la crise s'est fortement accentuée. En vérité, la décision de Seïni Oumarou et de quelques apparatchiks du parti de soutenir Mahamadou Issoufou et son régime satanique [dixit Seïni Oumarou] ne correspond nullement à la position des militants dudit parti. Non

luées à plusieurs milliers de milliards de francs CFA, le régime ne sait plus où donner de la tête. Comment éviter le naufrage alors que les caisses de l'Etat sont vides et que les offensives extérieures sont restées désespérément infructueuses ? Comment maintenir les fondements du régime, bâtis sur des profits financiers octroyés à des alliés de plus en plus révoltés, lorsque l'horizon s'obscurcit de jour en jour ?

le de Maradi renvoyée à calendes grecques, les conseils élus dissouts pour faire place à des administrations déléguées, l'impact des déboires financiers du régime est si prégnant sur la vie de la République que personne n'ose parier un copeck sur les capacités de Mahamadou Issoufou à juguler la crise. " S'il en était capable, il n'en serait jamais le responsable ", fait remarquer un observateur.



seulement, le MnsdNassara n'a apporté aucun changement positif dans la conduite des affaires publiques et les mœurs politiques du régime, mais il y a pire. Car, en plus de la crise politique, le Niger s'est désormais enlisé dans une crise financière qui rappelle une époque noire que les Nigériens ont cru à jamais révolue.

À la crise politique s'est greffée une crise financière et sociale très aigue

Complètement embourbé dans un marécage financier consécutif à une gestion catastrophique d'énormes ressources financières éva-

Les salaires et pécules, bourses et allocations, sont redevenus un casse-tête chinois ; des milliers de postes de jeunes fonctionnaires recrutés ont été remis en cause et supprimés ; des milliers d'enseignants contractuels sont en train de faire les frais de la gestion calamiteuse du régime ; des sociétés, jadis prospères avant l'arrivée de Mahamadou Issoufou au pouvoir, sont dans le rouge, endettées au point où l'on craint de les voir tomber dans l'escarcelle d'investisseurs ripoux ; bref, le Niger va très mal. Outre les élections locales qui ont été plusieurs fois reportées et l'élection législative partiel-

Aujourd'hui, tout est bloqué et aucune perspective rassurante ne profile à l'horizon. Si, au plan politique, Le Cndp [ndlr : Conseil national de dialogue politique] qui était le cadre de discussion et de concertation de la classe politique, est sabordé, transformé en un vil instrument de "légitimation" des diktats du régime, le front social est carrément en ébullition, avec une école publique en déconfiture et les étudiants et scolaires sur le front de guerre. Une situation explosive que tentent de camoufler les autorités nigériennes mais dont les effets commencent à provoquer un ras-le-bol général.

BoubaAlphari

Crise politique au Niger

Les faux-fuyants du camp présidentiel

En prélude à sa session ordinaire, le président du Conseil national de dialogue politique (CNDP), a adressé, le 15 septembre 2017, une correspondance au chef de file de l'opposition, l'invitant à une rencontre préliminaire entre majorité et opposition, pour le 17 septembre 2017. Cette rencontre concernerait uniquement l'opposition et la majorité au pouvoir, à travers une délégation de 5 membres pour chaque côté, les non affiliés étant de facto écartés par la lettre et l'esprit de la correspondance de Bridji Rafini. Pour quelles raisons le président du CNDP n'a pas voulu associer les non affiliés à une telle réunion préparatoire de la session du CNDP dont ils sont membres ? La question se pose. L'on remarque également que, à moins d'un oubli de notre part, le président du CNDP, également Premier ministre et chef du gouvernement pléthorique de la Renaissance Acte 2, fait mention de "chef de file de l'opposition". C'était un tabou dans leur camp, depuis les élections tropicalisées et insolites de 2016, et surtout depuis que Issoufou Mahamadou a déclaré de manière péremptoire et anachronique, dans un de ses entretiens, "qu'on n'est pas obligé, dans un pays démocratique, d'avoir une opposition". Que peuvent faire d'autre les seconds couteaux et les sous-fifres que de s'effacer devant le grand manitou en respectant sa parole comme parole divine. Les a-t-il libérés de leur servitude et pour quelles raisons ? L'on sait que, de plus en plus, notre pays est

sevré de beaucoup de financements multi et bilatéraux compte tenu du piètre sort réservé à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'Etat de droit. Et que la situation financière du pays est si catastrophique que même le paiement ré-

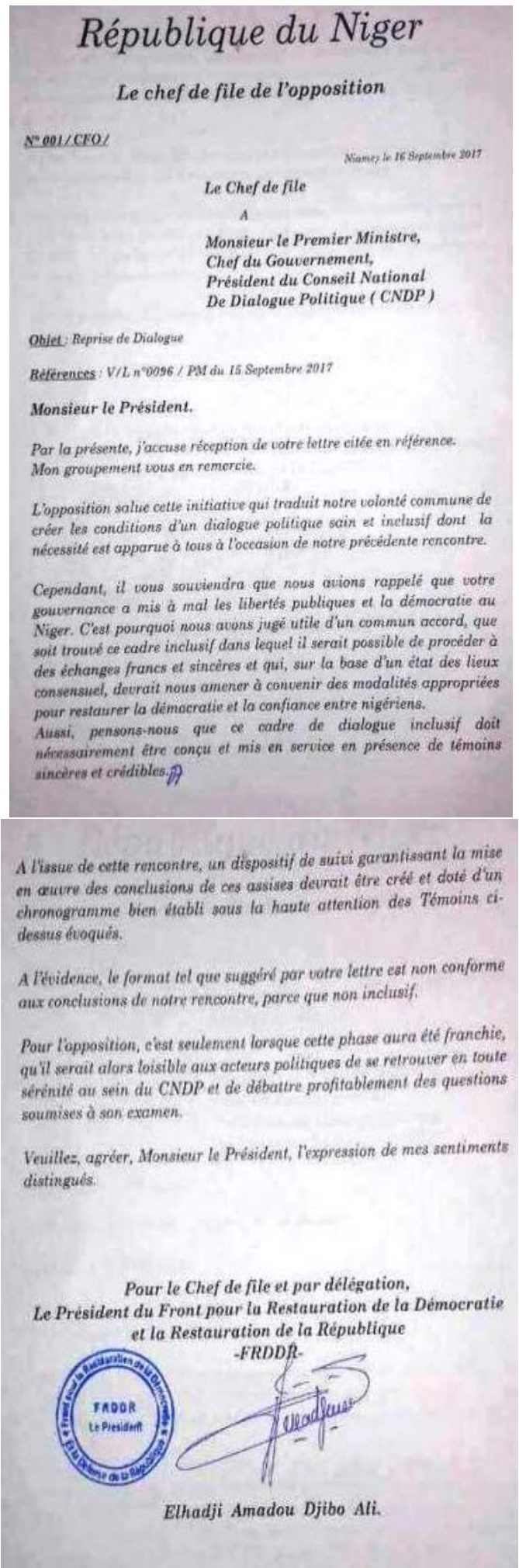
gulier des salaires et péculés est devenu la mer à boire pour un régime impopulaire et budgétivore. La réunion, précipitamment convoquée pour se tenir le 17 septembre par le Premier ministre occupé à assister à la cure salée d'Ingall,

coïncide curieusement avec le départ du chef de l'Etat pour l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Est-ce une façon de tromper les partenaires sur la véritable situation politique qui prévaut dans notre pays ? On fait croire qu'on



est pour la sérénité pendant qu'on emprisonne les opposants, les journalistes, les membres de la société et que le challenger de 2016 est contraint à l'exil. Le Primo répète toujours, comme à son habitude, la vieille chanson aux fausses paroles que " tout va bien au Niger, toutes les institutions de la République fonctionnent normalement ". Alors, pourquoi convoquer une réunion à la sauvette en prélude à la session ordinaire du CNDP, entre majorité et opposition uniquement ? Dans sa lettre, Brigi Rafini annonce clairement cette fois-ci, mais de façon enrobée, sans entrer dans les détails que " cette rencontre nous permettra d'échanger sur les conditions et les modalités de reprise du dialogue politique afin de créer un climat de sérénité et d'apaisement ". Un climat de sérénité et d'apaisement ? Pourtant, " tout va bien ", n'est-ce pas Brigi ? Sollicitation empoisonnée à laquelle l'opposition a vite fait de répondre par un Niet catégorique, déclinant l'offre à travers une correspondance en date du 16 septembre 2017. Répondant au nom du chef de file de l'opposition que Brigi Rafini connaît mais qu'il ne veut pas nommer, Amadou Ali Djibo dit Max, président du FRDDR a d'abord rappelé au Primo une évidence " Votre gouvernance a mis à mal les libertés publiques et la démocratie au Niger ". Et " C'est pourquoi nous avons jugé utile d'un commun accord que soit trouvé ce cadre inclusif dans lequel il serait possible de procéder à des échanges francs et sincères et qui, sur la base d'un état des lieux consensuel, devrait nous amener à convenir des modalités appropriées pour restaurer la démocratie et la confiance entre nigériens " Aussi, pen-

sons-nous, poursuit Max, " que ce cadre de dialogue inclusif doit nécessairement être conçu et mis en service en présence des témoins sincères et crédibles. À l'issue de cette rencontre, un dispositif de suivi garantissant la mise en œuvre des conclusions de ces assises devrait être créé et doté d'un chronogramme bien établi sous la haute attention des Témoins ci-dessus évoqués ". Et pour conclure, le président du FRDDR précise que " Le format tel que suggéré par votre lettre est non conforme aux conclusions de notre rencontre, parce que non inclusif. Pour l'opposition, c'est seulement lorsque cette phase aura été franchie, qu'il serait alors loisible aux acteurs politiques de se retrouver en toute sérénité au sein du CNDP et de débattre profitablement des questions soumises à son examen ". Voilà qui est clair. L'opposition, qui a déjà boycotté plusieurs réunions du CNDP où pourtant des questions cruciales ont été discutées parce que ses exigences ne sont pas prises en compte, ne compte pas faire de la figuration ou office de simple faire-valoir. Car, manifestement, pour la Renaissance, l'opposition est cette chose avec ou sans laquelle le monde reste tel quel, et que l'on peut allégrement s'en passer. Telle est la vision des camarades, une piètre conception de la démocratie qui conduit à une démocratie au rabais. Et ce n'est pas étonnant que tous les pans de la société nigérienne soient au rabais, en particulier la santé et l'éducation, parce que tout simplement ceux qui nous dirigent manquent de vision.



Session ordinaire du Conseil Economique, Social et Culturel (CESOC)

Une session qui consacre la fin du mandat des conseillers

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture de cette session ordinaire de l'Institution, Moussa Djermakoye a, dans son discours, félicité les conseillers pour la qualité du travail abattu au cours leur mandat. Il a également estimé que chacun des conseillers gardera un souvenir impérissable du travail accompli. Au cours donc de cette session qui dure cinq jours, les conseillers auront à discuter sur le bilan de leur mandat et sur l'école nigérienne qui se trouve aujourd'hui dans une situation désolante. Un extrait du discours du Président à l'occasion de l'ouverture de la session

Comme vous le savez, nous nous devons de présenter un bilan du mandat qui s'achève. En l'occurrence, l'unique point inscrit à l'ordre du jour de cette session sera consacré, pour une bonne part, à cette exigence commune. Mais, je voudrais, à ce stade de mon propos, évoquer comme de coutume deux préoccupations nationales d'importance majeure dont dépendront, à n'en point douter, le présent et l'avenir de notre pays.

En premier lieu, il s'agit de la lancinante question d'insécurité à laquelle le Niger, comme de nombreux pays de la sous-région, se trouve malheureusement confronté. Tous nos efforts de développement en sont gravement affectés.

Tout récemment encore, les agissements contraires aux préceptes moraux ont poussé la nébuleuse secte Boko Haram à causer de graves préjudices à de paisibles populations à N'guéléwa, dans la région de Diffa. Face à une situation aussi préoccupante, nul ne peut rester indifférent. C'est pourquoi, l'ensemble des conseillers, je l'affirme, ont une pensée émue pour ces femmes et ces enfants encore entre les mains de ces déséquilibrés, de ces hommes sans foi ni loi.

Aussi, le CESOC, par ma voix, encourage-t-il les autorités politiques et militaires et toutes les bonnes volontés dans leurs efforts quotidiens pour un retour rapide dans leurs foyers respectifs de toutes les personnes enlevées.

Je reste persuadé que ces forces rétrogrades ne pourront nullement hypothéquer nos sacrifices de développement, ni entraver notre ferme volonté de construire une Nation de paix et de prospérité.

Au demeurant, l'union sacrée pour la défense de la Nation dont les Nigériens de tous bords politiques et sociaux font montre, constitue le gage de notre triomphe sur les forces du mal.

En conséquence, nous réitérons notre total soutien au Gouvernement dans cette lutte contre les adeptes de ces sectes obscurantistes et surannées, et réaffirmons notre entière solidarité avec les Forces de Défense et de Sécurité pour leur patriotisme, leur courage et leur détermination sans

faillie à protéger les personnes et leurs biens partout sur le territoire national.

En ces moments difficiles, je voudrais présenter au nom du CESOC, nos sincères condoléances aux Institutions de Défense ainsi qu'aux familles des valeureux soldats tombés sur le champ d'honneur. Qu'Allah le Tout Puissant, le Tout Miséricordieux, les accueille dans son Paradis éternel et que tous les blessés recouvrent promptement la santé ! Amine !

Le second thème que je voudrais développer est celui relatif à l'espoir que nourrit certainement et légitimement tout citoyen de voir l'école nigérienne recouvrer ses titres de noblesse.

Sans jeter l'anathème sur un acteur quelconque de ce secteur vital, je voudrais cependant que chacun prenne conscience et mesure la gravité de cette situation dont les conséquences sociales et économiques risquent de compromettre durablement notre dessein commun de construction d'une Nation prospère, une Nation où la jeunesse vivra à la sueur de son front, grâce à une formation de qualité et un travail rémunérateur qui garantissent son plein épanouissement.

Il est de notoriété publique que l'école est une préoccupation constante des pouvoirs publics. Je reste donc convaincu que chacun des acteurs appréhende objectivement et avec responsabilité les contraintes du moment. C'est pourquoi le CESOC, par ma voix, salue la noblesse du combat de chaque enseignant et de chaque enseignante pour le développement de l'école nigérienne. Aussi, recommande-t-il, l'instauration d'un climat de confiance mutuelle entre les différents acteurs, car tel est le gage du succès de toute entreprise qui vise à concilier les divergences.

Force est de reconnaître, sans démagogie ni forfanterie, que des investissements significatifs ont été réalisés dans le domaine des enseignements, tous cycles confondus (primaire, secondaire et supérieur). Ces réalisations méritent cependant d'être consolidées ; d'où la nécessité d'inscrire l'acquisition du savoir au rang des grandes priorités nationales. Devant la conjoncture de crise



économique et financière que connaissent nos pays à l'heure actuelle, il nous faut faire preuve de courage et d'imagination pour relever le défi de la consolidation des acquis dans un contexte d'amenuisement des ressources. Tout au long de notre mandat, notre Conseil s'est penché sur de nombreux sujets relatifs aux services de base comme la santé, l'éducation, la fourniture d'eau aux populations... Nous sommes également appesantis sur des problèmes non moins importants comme l'emploi des jeunes, la protection sociale, le développement rural, les collectivités territoriales, pour ne citer que cela.

Pour mieux appréhender l'ensemble de ces problématiques, nous avons opté pour une démarche participative ayant permis d'inviter à nos travaux, des responsables gouvernementaux et des institutions internationales ainsi que des cadres techniques. Ainsi, au total 45 auditions et communications ont été enregistrées. De même, des débats contradictoires et analyses pertinentes sur les problématiques présentées ont largement contribué à la formulation de 105 recommandations à l'adresse de l'Exécutif et du Législatif. Nous ne doutons point que ces recommandations auront permis de tracer des sillons en vue de la résolution de nombreuses préoccupations nationales.

Nos délibérations ayant généralement remporté un large consensus, il n'est guère étonnant dès lors, qu'elles reflètent aussi les véritables desideratas nationaux. A cet égard, permettez-moi de rappeler certaines de nos discussions sur des problèmes sociétaux qui continuent encore de marquer les esprits. Je pense notamment à ces jeunes qui succombent à l'envie d'émigrer vers l'Europe et les conséquences douloureuses qui en découlent, à l'occasion de la traversée du désert et de la Méditerranée. Nous avons à ce sujet tiré des conclu-

sions pratiques de nature à réduire le flux des migrants. Il en est de même de nos discussions sur la nécessité de moraliser certaines de nos pratiques culturelles ainsi que nos propositions de mesures visant à perpétuer et à magnifier notre passé culturel dans un monde où le choc des cultures est devenu un enjeu de débats intellectuel et artistique, voire politique.

En abordant l'unique point inscrit à cette session, je souhaite que nous ayons des discussions franches mais de manière appropriée. N'oublions pas que nous avons prouvé à suffisance que notre conseil a toujours travaillé avec perspicacité, sagacité et subtilité. Faisons alors recours à cette expertise capitalisée durant le mandat qui s'achève. Faisons donc preuve d'un sens civique élevé pour analyser le rapport général de la mandature 2012-2017 soumis à notre appréciation en y apportant les amendements utiles permettant au CESOC de continuer de jouer un rôle prépondérant dans le paysage institutionnel du Niger.

La communauté musulmane du Niger vient de fêter l'Aïd-El-Kebir. C'est l'occasion pour moi de former, au nom du Bureau et en mon nom personnel, nos vœux les meilleurs de santé, de paix et de prospérité à tous les Conseillers du CESOC, aux membres du cabinet, à tout le personnel administratif et technique ainsi qu'à leurs familles respectives, et au-delà, à l'ensemble du peuple nigérien. Je forme également le vœu d'une campagne agro-sylvo-pastorale des plus fructueuses, tout en invitant nos laborieuses populations à une gestion parcimonieuse du fruit de leur labeur.

C'est sur cette note de satisfaction et d'espoir que je déclare ouverts les travaux de la seconde session ordinaire, au titre de l'année 2017, du Conseil Economique, Social et Culturel (CESOC).

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.